



LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 5.316.181 euros

Siège social : 232 Avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1
584 800 122 RCS TOURS

**Assemblée Générale Ordinaire
du 15 juin 2026**

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE 2025

SITUATION DE LA SOCIÉTÉ

Faits significatifs

La société a continué son activité selon les mêmes conditions d'exploitation que l'an passé.

Les modifications de la composition du Conseil de Surveillance intervenues au cours de l'exercice 2025 sont détaillées dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

Évènement postérieur à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2025 n'est à signaler.

1) Les recettes d'exploitation

• Ventes du quotidien

Le nombre de parutions a été de 306 jours contre 308 jours en 2024.

La vente moyenne par jour s'élève à 115 858 exemplaires, contre 121 855 exemplaires en 2024, soit un recul de 4,9 %.

Les ventes d'abonnements numériques ont progressé de 1 335 exemplaires pour atteindre 11 630 exemplaires en 2025.

Diffusion par canal				
ex./jour	2025	2024	Variations	
Abonnements postés	20 131	22 510	-2 379	-10,6%
Abonnements portés	58 419	62 071	-3 652	-5,9%
Abonnements Version PDF	2 401	2 367	+34	+1,4%
Ventes numériques	11 630	10 295	+1 335	+13,0%
Ventes au numéro	23 277	24 612	-1 335	-5,4%
Total	115 858	121 855	-5 997	-4,9%

• Ventes NR Dimanche

Les ventes moyennes par parution de NR Dimanche sont en diminution en 2025 avec 39 776 exemplaires contre 40 242 en 2024, soit un recul de 1,2 %. Elles bénéficient d'une progression de 10,8 % des ventes numériques.

Diffusion par canal				
ex./jour	2025	2024	Variations	
Abonnements postés	530	573	-43	-7,5%
Abonnements portés	8 898	9 971	-1 073	-10,8%
Abonnements Version PDF	2 401	2 367	+34	+1,4%
Ventes numériques	14 567	13 153	+1 414	+10,8%
Ventes au numéro	13 380	14 178	-798	-5,6%
Total	39 776	40 242	-466	-1,2%

Au global, le Chiffre d’Affaires diffusion s’élève à 47 846 k€ contre 49 505 k€ en 2024, soit une diminution de 3,4 % due à la baisse de la diffusion.

- **Publicité**

Les recettes publicitaires ressortent à 16 545 k€ contre 16 941 k€ en 2024, soit une diminution de 2,3 %.

Publicité				
en k€	2025	2024	Variations	
Locale	10 781	11 536	-755	-6,5%
Extra-locale	2 333	2 203	+130	+5,9%
Site Internet, hebdo tmv	2 518	2 368	+150	+6,3%
Autres publicités	913	834	+79	+9,5%
Total	16 545	16 941	-396	-2,3%

Ainsi la publicité locale a connu une baisse de 6,5 %.

A l’inverse, la publicité extra-locale et la publicité sur le site internet sont en augmentation respectivement de 5,9 % et 6,3 %.

Notons par segment :

Pour la locale :

- La Commerciale ► une baisse de - 12,2 %
- Les Petites Annonces ► une baisse de - 23,6 %
- Les Annonces officielles et légales ► une hausse de 9 %
- Le Carnet ► une baisse de 2,1 %

Pour le site internet et l'hebdo tmv :

- Le Web ► une hausse de 8,7 %

Les autres publicités comprennent 705 k€ d'échanges publicitaires.

- **Autres produits**

Les autres produits comprennent notamment les travaux d'impression de Centre Presse pour 301 k€, ainsi que la refacturation des charges de rédaction, ventes, prépresse et maintenance de la Vienne pour 1 081 k€. L'impression de journaux hebdomadaires a généré un Chiffre d'Affaires de 864 k€.

L'aide au portage s'est élevée à 775 k€ contre 799 k€ en 2024.

L'aide à l'exemplaire posté est comptabilisée en subvention pour 1 953 k€ contre 2 158 k€ en 2024.

2) Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation hors amortissements, provisions et autres charges de gestion courante ont été de 69 769 k€ contre 70 806 k€ en 2024, soit une baisse de - 1,5 %. Ces charges s'entendent après déduction des refacturations ou transferts de charges en 2024.

- **Masse salariale**

Les effectifs sont en diminution de 1,2 % et les frais de personnel stables à 30 347 k€.

Effectif moyen payé en équivalent temps complet :

	2025	2024	écart	Variation
CDI	375	382	-7	-1,8%
CDD	35	33	2	+6,1%
Total	410	415	-5	-1,2%

- **Papier**

Les dépenses de papier sont en repli de 7,6 %, soit - 237 k€ compte tenu de la diminution du tirage et de la baisse du prix du papier.

- **Autres charges**

Trois aides à caractère commercial ont été accordées, à la régie publicitaire pour un montant de 634 k€, à la télévision pour un montant de 580 k€ et à la filiale événementielle pour un montant de 198 k€.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice 2025 prennent en charge 34 773 € de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal, correspondant à des amortissements excédentaires sur les véhicules de tourisme en location.

3) Résultats

Les résultats évoluent diversement selon leur nature.

(k€)	2025	2024	Variations
Excédent brut d'exploitation	1 841	3 089	-1 248
Résultat d'exploitation	-535	724	-1 259
Résultat financier	972	1 655	-683
Résultat courant	437	2 380	-1 943
Résultat exceptionnel	181	-57	238
Impôt et participation	389	101	288
Résultat net	1 007	2 424	-1 417

L'Excédent Brut d'Exploitation se dégrade de 1 248 k€ et s'établit à 1 841 k€ contre 3 089 k€ en 2024 avec une diminution des charges inférieure à celle des produits.

Le résultat d'exploitation suit la même évolution et ressort à - 535 k€ contre + 724 k€ en 2024.

Le résultat financier est positif de + 972 k€ en diminution de 683 k€ par rapport à 2024.

Le résultat exceptionnel s'élève à + 181 k€ contre - 57 k€ en 2024.

Après impôt (+ 389 k€ d'économie d'impôt), **le résultat net** s'établit à + 1 007 k€ contre + 2 424 k€ en 2024.

BILAN DE LA SOCIÉTÉ

Les fonds propres s'élèvent à 17 935 k€ contre 17 205 k€ en 2024.

Les dettes financières s'établissent à 8 257 k€ contre 3 678 k€ l'an passé. Cette augmentation s'explique par un changement de présentation des compte-courants du Groupe (5 757 k€). En effet, ces derniers, classés jusqu'alors en "Autres Dettes" s'élevaient à 4 738 k€ en 2024.

L'actif immobilisé de la société progresse de 493 k€. Il comprend 1 099 k€ d'investissements mis en service, auxquels s'ajoutent 478 k€ d'immobilisations en-cours.

Les dotations aux amortissements de l'exercice s'élèvent à 1 018 k€.

La trésorerie s'établit à 6 835 k€ au 31 décembre 2025.

EVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SOCIÉTÉ

La Nouvelle République poursuit ses investissements dans le but de développer ses activités de diversification, notamment dans le numérique, afin de compenser la décroissance des activités « papier ».

Dans le même temps, la société est contrainte de réduire ses charges d'exploitation de manière à préserver son équilibre économique.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Des travaux de recherche liés à des développements informatiques ont été réalisés. Sur la base de ces dépenses, un crédit impôt recherche (CIR) a été comptabilisé en 2025 au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 210 k€.

INFORMATIONS SUR LES FILIALES

Chiffres des comptes sociaux en k€

SDPI (Société de Presse et d'Information) enregistre un résultat net bénéficiaire à + 408 k€, en augmentation par rapport à 2024 de 401 k€, en raison de la reprise exceptionnelle de 545 k€ au titre de l'amortissement fiscal 39 bis.

Les résultats du sous-groupe SOPAREP – La République du Centre sont déficitaires.

Les activités publicitaires restent fragiles, ne permettant pas à NR COMMUNICATION d'équilibrer ses comptes. L'aide commerciale accordée par le Groupe s'élève à 670 k€, en hausse de 220 k€ par rapport à 2024.

Les activités de PRESSE PORTAGE sont en progression par rapport à 2024.

L'activité de la télévision locale TOURAINE TELEVISION reste fragile, avec une augmentation de l'aide commerciale de 110 k€ par rapport à 2024.

PUZZLE CENTRE enregistre une reprise de son activité et bénéficie d'une aide commerciale de la part du Groupe de 198 k€, en diminution par rapport à 2024.

(k€)	Entités	Activités	% d'intérêt consolidé	C.A. 2025	C.A. 2024	Variations 2025/2024	Résultat net 2025	Dividendes versés à la NR en 2025
PRESSE	SDPI	Editeur Centre Presse	100,00%	3 003	3 265	-8,0%	408	0
	GRUPE SOPAREP (1)	Ensemble du groupe	28,69%	10 885	11 031	-1,3%	-241	0
	NR COMMUNICATION (2)	Publicité Groupe NR	100,00%	14 046	16 076	-12,6%	0	0
DISTRIBUTION	PRESSE PORTAGE	Portage journaux	100,00%	10 705	10 205	+4,9%	117	0
MULTIMEDIA	TOURAINE TELEVISION	Télévision locale	100,00%	695	623	+11,6%	-2	0
EVENEMENTIEL	PUZZLE CENTRE	Organisation salons et communication	100,00%	1 532	1 226	+25,0%	1	0
SERVICES NUMERIQUES	SORA LOGICIELS	Prestations informatiques	50,00%	946	722	+31,0%	-72	0
SCI	BASSES LANDES	Parts Sofinleire	100,00%	0	0	+0,0%	4	0
	A. DE MUSSET	Locaux NR Com Tours	100,00%	284	253	+12,3%	246	47
	CHÂTEAU-ST- MARTIN	sans activité	100,00%	0	0	+0,0%	2	0
	COUR DU CAPITOLE	Locaux Chateauroux	100,00%	151	134	+12,7%	67	46

(1) Les chiffres sont indiqués pour l'ensemble du Groupe à 100%

(2) Le chiffre d'affaires social de NR COMMUNICATION est diminué des ventes d'espaces compensées par les achats d'espaces intragroupe

COMPTES CONSOLIDÉS ET RÉSULTATS PAR ACTIVITÉ

Faits marquants et variation de périmètre

Le Groupe a continué son activité selon les mêmes conditions d'exploitation que l'an passé.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2025 n'est à signaler.

Chiffre d'Affaires

Le Chiffre d'Affaires du Groupe est en diminution de -2,1 %, avec 85 200 k€ contre 87 033 k€ en 2024.

L'activité de Presse quotidienne reste l'activité prépondérante du Groupe.

Chiffre d'Affaires après élimination des mouvements inter sociétés				
(k€)	2025	2024	écart	Variation
Presse quotidienne	78 029	80 819	-2 790	-3,5%
Multimédia et divers	4 730	4 230	+500	+11,8%
Evènementiel	1 532	1 226	+306	+25,0%
Services numériques	909	758	+151	+19,9%
Total	85 200	87 033	-1 833	-2,1%



Résultats

Le résultat d'exploitation du Groupe est en diminution de - 1 652 k€ et s'établit à + 17 k€ contre + 1 669 k€ en 2024.

Ventilation des résultats				
(k€)	2025	2024	écart	Variation
Résultat d'exploitation avant amort. des EA	17	1 669	-1 652	-99,0%
Résultat financier	611	786	-175	-22,3%
Résultat exceptionnel	0	-258	+258	na
Résultat net consolidé	867	1 891	-1 024	-54,2%
Résultat net part du Groupe	903	1 913	-1 010	-52,8%

Le résultat bénéficiaire des activités immobilières permet de compenser les déficits des activités de presse et des services numériques, et ainsi, de dégager un résultat d'exploitation à l'équilibre.

Résultat d'exploitation par activité				
(k€)	2025	2024	écart	Variation
Presse quotidienne	-100	1 448	-1 548	na
Multimédia	-1	-25	+24	+96,0%
Evènementiel	4	24	-20	-83,3%
SCI	294	288	+6	+2,1%
Services numériques	-180	-66	-114	na
Total	17	1 669	-1 652	-99,0%

Contribution des activités au résultat net consolidé - part du Groupe				
	2025	2024	écart	Variation
Presse quotidienne	621	1 794	-1 173	-65,4%
Multimédia	-3	-28	+25	+89,3%
Evènementiel	1	-161	+162	na
SCI	320	330	-10	-3,0%
Services numériques	-36	-22	-14	-63,6%
Résultat net part du Groupe	903	1 913	-1 010	-52,8%

CONCLUSION

La dégradation du résultat consolidé est essentiellement due à l'érosion de la rentabilité de l'activité de Presse Quotidienne, en lien avec la baisse du Chiffre d'Affaires. L'activité événementielle constate une amélioration de sa rentabilité et les autres activités du Groupe dégagent des résultats globalement stables par rapport à l'exercice 2024.

Au cours de l'exercice, le Groupe a investi 2 M€ en immobilisations corporelles et incorporelles.

Le Groupe doit contrôler strictement les charges, compte tenu de la baisse du Chiffre d'Affaires prévue, en lien avec la diminution des ressources publicitaires et de la diffusion, pour ainsi sauvegarder la rentabilité de ses activités en 2026.

Au 31 décembre 2025, les fonds propres du Groupe s'établissent à 20,8 M€.

Les dettes financières du Groupe s'établissent à 2,6 M€.

Le faible endettement doit permettre au Groupe de respecter toutes les échéances de 2026.

INFORMATIONS LÉGALES

1) Conventions réglementées

Les différentes conventions réglementées qui font l'objet du rapport spécial des Commissaires aux comptes dont il va vous être donné lecture, conformément aux dispositions des articles L.225-86 à L.225-88-1 du Code de commerce, ont été examinées par le Conseil de Surveillance.

2) Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons, ci-après, l'état de la participation des salariés au capital social de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2025 :

- la participation des salariés est de 2,76 % au titre de la participation individuelle.
- Les salariés ne détiennent aucune action au titre de la participation collective.

Nous vous rappelons que depuis la modification des statuts, il n'y a plus d'actions réservées aux salariés.

3) Rémunération du Conseil de Surveillance

Vous voudrez bien statuer sur le montant global de la rémunération allouée au Conseil de Surveillance pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer pour l'exercice 2026 à 49 762 €.

INFORMATIONS PARTICULIÈRES

Conformément aux articles L. 233-29 et 233-30 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune aliénation d'actions de la Société n'a été réalisée au cours du dernier exercice par application des dispositions relatives aux participations réciproques ou croisées.

Dans le respect de l'article 441-6-1 du Code de commerce vous trouverez, ci-après, les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients telles que définies à l'article D. 441-4-I du Code de commerce et présentées selon le modèle de tableau prévu par l'arrêté du 20 mars 2017.

Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	
(A) Tranche de retard de paiement													
Nombres de factures concernées					139							695	
Montant total TTC des factures concernées en k€		118	19	7	68	212		307	57	8	77	449	
Pourcentage du montant TTC total des achats de l'exercice		0,26%	0,04%	0,02%	0,15%	0,47%							
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC								0,41%	0,08%	0,01%	0,10%	0,60%	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées													
Nombre de factures exclues					16								
Montant total TTC des factures exclues en k€					247								
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)													
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : - Délais légaux : 45 jours fin de mois						- Délais contractuels : abonnements - paiement comptant dépositaires - de 11 jours à 30 jours - Délais légaux : autres facturations - 45 jours fin de mois						

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.



Nous vous informons enfin qu'au cours de l'exercice, La Nouvelle République du Centre-Ouest n'a pas pris de participation.

Sont annexés au rapport de gestion, les résolutions du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire, ainsi que le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, vous trouverez en annexe au présent rapport de gestion, le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise contenant toutes les informations requises par la réglementation en vigueur.

Tours, le 13 mai 2026

Pour le Directoire, Le Président,



Olivier SAINT-CRICQ

Conseil de Surveillance

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2026

Mesdames, Messieurs,

Je vous présente, au nom du Conseil de Surveillance, le rapport sur le gouvernement d'entreprise de l'exercice 2025, qui comprend six parties :

- la première, sur la composition du Conseil,
- la deuxième sur le déroulement des travaux du Conseil,
- la troisième, sur le rapport de gestion que vient de vous présenter le Président du Directoire,
- la quatrième, sur les comptes de résultats et bilans de La Nouvelle République et du Groupe NR,
- la cinquième et la sixième sur les informations obligatoires (conventions et délégations).

Ce rapport est joint au rapport de gestion établi par le Directoire. Dès lors, sa communication s'impose en même temps que celle du rapport de gestion (envoi sur demande aux actionnaires et mise à disposition au siège social à compter de la convocation de l'assemblée).

1. La composition du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2025, la composition du Conseil était la suivante.

Conseillers élus par l'Assemblée générale :

- André MAILLET, Président,
- Michel HABOUZIT, 1^{er} Vice-Président,
- Vincent BERAULT, Vice-Président,
- Guillaume BARDON,
- Marie-Hélène LESPINE,
- Irène ROUESNEL,
- Virginie SIDO.

Conseillers élus par les salariés :

- Raphaël CHAMBRIARD,
- Laurence RIBIERE-TIREAU.

Les listes des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social de La Nouvelle République du Centre-Ouest au titre de l'exercice écoulé dans toute société figurent en annexe du rapport de gestion.

Il est rappelé que l'Assemblée générale ordinaire du 23/06/2025 a,

- renouvelé le mandat de M. Michel Habouzit pour une période de 5 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2030 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2029,
- nommé Madame Virginie SIDO en qualité de Membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de Madame Monique LEFAUCHEUR, démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à tenir dans l'année 2028 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2027.

B

Le Conseil de surveillance du 26/06/2025 a ensuite renouvelé le mandat de premier Vice-Président de Monsieur Michel Habouzit pour une nouvelle période de 5 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires à tenir en 2030 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029, la durée des fonctions des Présidents et des Vice-présidents du Conseil de surveillance étant liée à leur mandat de membre du Conseil de Surveillance.

2. Les travaux et débats du Conseil

Le Conseil a tenu en 2025 six réunions au cours desquelles il a régulièrement examiné les mouvements d'actions, la situation de l'entreprise -particulièrement au regard de la crise économique- et ses résultats d'exploitation, présentés et commentés par le Directoire.

Les principaux autres sujets traités ou débattus ont été les suivants :

- 634 k€ à NR Communication, soit une hausse de 208 k€,
 - 580 k€ à Touraine Télévision, soit une augmentation de 110 k€,
 - 198 k€ à Puzzle Centre, soit une baisse de 157 k€.
- budgets d'exploitation et d'investissements pour 2025,
 - aides commerciales à Touraine Télévision, NR Communication et Puzzle Centre (budget 2025 et révision de fin d'année),
 - situation de la publicité,
 - prix du papier,
 - diffusion print et audience numérique,
 - arrêté des comptes 2024 de la NR et du Groupe, en présence de nos Commissaires aux comptes,
 - conséquences économiques de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'énergie,
 - activité des filiales,
 - présentation de NR Communication par son Président-Directeur-Général et demande corrélative du Conseil de surveillance d'un audit complet de la régie publicitaire pour un nouveau modèle économique,
 - convocation, préparation et organisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23/06/2025,
 - contentieux avec la Société du Figaro (résiliation du contrat de fourniture du TV Mag),
 - la servitude de localisation du siège NR (PLU),
 - un nouveau contrat de prestations logistiques de transport pour la livraison de magazines et de presse nationale pour Presse Portage,
 - demandes de renouvellement des numéros CPPAP pour La Nouvelle République et Centre Presse.

3. Le rapport de gestion du Directoire

Le rapport qui vient de vous être présenté est complet. Il donne une vue claire et précise de la vie et de la situation de l'entreprise et du Groupe pour l'année 2025.

Le Conseil rappelle que la société doit contrôler strictement les charges, compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires prévue, en lien avec la diminution des ressources publicitaires et de la diffusion, pour ainsi sauvegarder la rentabilité de ses activités en 2026.

Le Conseil n'a, hors les remarques ci-dessus, pas d'observation particulière à formuler sur ce rapport.

4. Les comptes NR et les comptes consolidés du Groupe

Le Conseil a consacré sa réunion du mois d'avril 2026 à l'examen de l'ensemble des comptes sociaux et consolidés 2025, en présence de nos deux Commissaires aux comptes. Ceux-ci ont déclaré les comptes parfaitement réguliers et n'ont formulé aucune remarque particulière.

V3

En conséquence, après en avoir débattu le Conseil a voté, à l'unanimité, deux délibérations prenant acte de ces conclusions.

5. Conventions

En application des dispositions des articles L. 225-37-4, 2° et L. 225-68, alinéa 6 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance ci-dessous les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, et selon le cas l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société et, d'autre part, une autre société dont la Société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Ces conventions figurent dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Entre La Nouvelle République du Centre-Ouest et Touraine Télévision

Mandataire concerné : M. Olivier Saint-Cricq, Président du Directoire de La Nouvelle République du Centre-Ouest et Président de Touraine Télévision.

- Aide commerciale consentie à Touraine Télévision par La Nouvelle République du Centre-Ouest pour un montant de 580 000 € HT.

Entre La Nouvelle République du Centre-Ouest et NR Communication

Mandataires concernés : M. Olivier Saint-Cricq, Président du Directoire de La Nouvelle République du Centre-Ouest et Administrateur de NR Communication ; M. Olivier Boisnard, Membre du Directoire et Représentant de La Nouvelle République, Administrateur de NR Communication, Mme Irène Rouesnel, Membre du Conseil de surveillance et Administrateur de NR Communication.

- Aide commerciale consentie à NR Communication par La Nouvelle République du Centre-Ouest pour un montant de 634 000€ HT.

Entre La Nouvelle République du Centre-Ouest et Puzzle Centre

Mandataire concerné : M. Olivier Saint-Cricq, Président du Directoire de La Nouvelle République du Centre-Ouest et Président de Puzzle Centre.

- Aide commerciale consentie à Puzzle Centre par La Nouvelle République du Centre-Ouest pour un montant de 198 000 € HT.

6. Délégations de compétence et de pouvoirs

Nous vous informons qu'aucune délégation de compétence et de pouvoirs n'a été opérée au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2025 en matière d'augmentation de capital.

7. Modifications dans la Présidence et la Vice-présidence du Conseil de surveillance

Par une délibération en date du 27 avril 2026, le Conseil de surveillance,

- A nommé Monsieur Vincent Bérault en qualité de Président du Conseil de surveillance, en remplacement de Monsieur André Maillet qui conserve son mandat de Membre du Conseil de surveillance,
- A nommé consécutivement Monsieur Guillaume Bardon en qualité de Vice-président du Conseil de surveillance, en remplacement de Monsieur Vincent Bérault.

V3

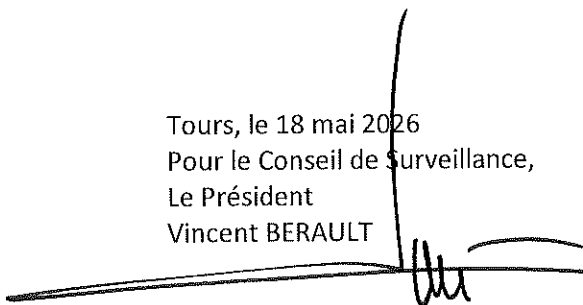
8. Conclusion

En conclusion, le Conseil de Surveillance invite l'Assemblée Générale Ordinaire à approuver :

- les rapports du Directoire,
- les comptes et bilans 2025 de la NR et du Groupe,
- les rapports des Commissaires aux comptes,
- et l'ensemble des résolutions qui lui sont proposées.

Je vous remercie de votre attention.

Tours, le 18 mai 2026
Pour le Conseil de Surveillance,
Le Président
Vincent BERAULT

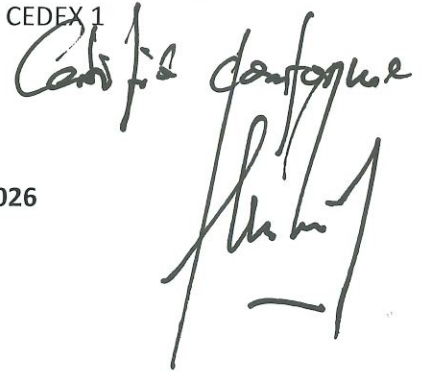


LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance - au capital de 5.316.181 Euros

Siège social : 232 Avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1

R.C.S. TOURS B 584 800 122

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2026****EXTRAITS****1ère RESOLUTION**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de La Nouvelle République, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quarter du Code général des impôts, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 34 773 €.

POUR : 227 833

CONTRE : 100

NUL ou BLANC : 0

ABSTENTION : 0

(majorité : 113 968)

2ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Groupe, à savoir le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et l'annexe, et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

POUR : 227 799

CONTRE : 100

NUL ou BLANC : 0

ABSTENTION : 34

(majorité : 113 951)

3ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte de la poursuite durant cet exercice de conventions anciennes et approuve successivement chacune desdites conventions.

POUR : 227 614

CONTRE : 285

NUL ou BLANC : 0

ABSTENTION : 34

(majorité : 113 951)

4ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuvant la proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 1.006.903,77 euros au compte report à nouveau antérieur débiteur de -2.585.528,13 euros qui s'élèvera après affectation à -1.578.624,36 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale Ordinaire constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

POUR : 227 799
CONTRE : 100
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 34
(majorité : 113 951)

5ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global annuel de la rémunération allouée au Conseil de Surveillance pour l'exercice 2026 à 49.762 euros.

POUR : 227 023
CONTRE : 401
NUL ou BLANC : 0
ABSTENTION : 509
(majorité : 113 713)

7ème RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

POUR : 227 854
CONTRE : 0
NUL ou BLANC : 100
ABSTENTION : 979
(majorité : 113 428)



GROUPE LA NOUVELLE REPUBLIQUE

COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2025

**la Nouvelle
République**

**ORLÉANS
VAL DE LOIRE**
8, rue Claude Lewy
CS 40012
45073 Orléans cedex 2
Tel. : 02 38 66 60 60
orleans@orex-france.com
www.orex-france.com

**LAMOTTE-BEUVRON
VAL DE FRANCE**
13, avenue de l'Hôtel de Ville
41600 Lamotte-Beuvron
Tel. : 02 54 88 49 22
lamotte@orex-france.com
www.orex-france.com

Table des matières

ÉTATS FINANCIERS	2
1. BILAN CONSOLIDE	2
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	3
3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	4
4. VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	5
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET COMPARABILITE DES COMPTES	6
METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION	6
1. PRINCIPES GENERAUX	6
2. ACTIVITES DU GROUPE	6
3. DEFINITION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	7
4. VARIATION DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION	9
5. REGLES ET METHODES COMPTABLES	9
NOTES ANNEXES SUR LES POSTES DU BILAN	12
1. ECARTS D'ACQUISITION	12
2. VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	13
3. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14
4. DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14
5. VALEURS BRUTES DES ACTIFS FINANCIERS	15
6. DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS	16
7. STOCKS ET EN-COURS	16
8. CREANCES	17
9. TRESORERIE NETTE	18
10. PROVISIONS	19
11. DETTES FINANCIERES	19
12. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES DETTES ET REGULARISATION	21
NOTES ANNEXES SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	22
13. CHIFFRE D'AFFAIRES	22
14. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	22
15. CHARGES DE PERSONNEL	22
16. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	23
17. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	23
18. RESULTAT FINANCIER	24
19. RESULTAT EXCEPTIONNEL	24
20. CHARGES D'IMPOTS	25
AUTRES INFORMATIONS	26
21. EFFECTIFS	26
22. ENGAGEMENTS HORS BILAN	26
23. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	26
24. REMUNERATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	27
25. REMUNERATION DES DIRIGEANTS	27

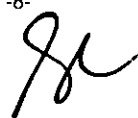
États financiers

1. Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	2025	2024
Immobilisations incorporelles	2 784 969	2 721 397
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	119 048	119 048
Immobilisations corporelles	6 099 708	5 721 527
Immobilisations financières	20 227 597	20 648 598
Titres mis en équivalence	727 921	767 323
Actif immobilisé	29 840 196	29 858 845
Stocks et en-cours	276 594	259 593
Clients et comptes rattachés	7 773 841	7 719 255
Autres créances et comptes de régularisation	6 388 142	5 539 149
<i>Dont Impôts différés Actif</i>		
Valeurs mobilières de placement	4 000 000	4 000 000
Disponibilités	6 915 711	9 297 033
Actif circulant	25 354 288	26 815 030
Total Actif	55 194 484	56 673 875
Bilan passif consolidé	2025	2024
Capital	5 316 181	5 316 181
Primes liées au capital	9 548 900	9 548 900
Réserves et résultat consolidés	4 573 058	2 694 398
Résultat net (Part du groupe)	902 770	1 912 779
Subventions d'investissement	519 903	615 474
Capitaux propres (Part du groupe)	20 860 813	20 087 732
Intérêts minoritaires	39 072	109 368
Total des capitaux propres	20 899 885	20 197 099
Autres fonds propres		
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	614 956	644 500
Provisions et Ecart d'acq. Passif	614 956	644 500
Dettes financières	2 608 186	3 891 687
Fournisseurs et comptes rattachés	6 560 613	6 485 187
Autres dettes et comptes de régularisation	24 510 843	25 455 401
<i>Dont Impôts différés Passif</i>		
Dettes	33 679 643	35 832 275
Total Passif	55 194 484	56 673 875

2. Compte de résultat consolidé

	2025	2024
Chiffre d'affaires	85 200 140	87 033 203
Autres produits d'exploitation	4 680 773	5 179 189
Achats consommés	(15 842 964)	(16 139 779)
Charges de personnel	(45 887 088)	(45 214 169)
Autres charges d'exploitation	(25 138 331)	(25 953 397)
Impôts et taxes	(1 257 967)	(1 311 737)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 737 234)	(1 924 742)
Opérations en commun		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	17 329	1 668 568
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition		(160 708)
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	17 329	1 507 860
Charges et produits financiers	610 868	785 820
Charges et produits exceptionnels		(258 226)
Impôts sur les résultats	277 798	60 222
Résultat net des entreprises intégrées	905 995	2 095 676
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(39 402)	(205 037)
Résultat net de l'ensemble consolidé	866 593	1 890 639
Intérêts minoritaires	(36 177)	(22 140)
Résultat net (part du groupe)	902 770	1 912 779



3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

	2025	2024
Résultat net total des entités consolidées	866 593	1 890 639
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	1 557 759	2 011 601
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(1 199)	(19 919)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE	39 402	205 037
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(101 592)	(101 886)
Marge brute d'autofinancement	2 360 962	3 985 472
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 855 820)	1 843 153
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	505 142	5 828 625
Acquisitions d'immobilisations	(2 635 607)	(1 633 684)
Cessions d'immobilisations	1 001 200	31 733
Réduction des autres immobilisations financières	25 422	196 257
Incidence des variations de périmètre		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(1 608 985)	(1 405 693)
Remboursements d'emprunts	(1 283 501)	(3 036 006)
Variation des subventions d'investissements	6 021	81 808
Dividendes versés des filiales		
Dividendes reçus/versés de la société mère		
Augmentations / réductions de capital		
Variation nette des concours bancaires		(16 033)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(1 277 480)	(2 970 231)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(2 381 323)	1 452 701
Trésorerie : ouverture	13 297 033	11 844 332
Trésorerie : clôture	10 915 711	13 297 033

4. Variations des capitaux propres

	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Subvention d'investissement	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2023	5 316 181	9 548 900	2 805 400			(111 006)	635 552	18 195 027	131 508
Affectation du résultat N-1									
Résultat			(111 006)			111 006		1 912 779	(22 140)
Autres augmentations, diminutions						1 912 779	(20 078)	(20 078)	
Autre									
2024	5 316 181	9 548 900	2 694 398	3		1 912 779	615 474	20 087 732	109 368
Affectation du résultat N-1									
Résultat			1 912 779			(1 912 779)		902 770	(36 177)
Autres augmentations, diminutions			(34 118)			902 770	(95 570)	(129 688)	(34 118)
2025	5 316 181	9 548 900	4 573 058			902 770	519 904	20 860 813	39 072



Faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Changements de méthodes

Aucun changement de méthodes n'a été appliqué au cours de l'exercice.

Méthodes et principes de consolidation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

Par ailleurs, l'exercice clos le 31 décembre 2025 constitue le premier exercice d'application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement a notamment modifié la définition du résultat exceptionnel, supprimé la technique des transferts de charges et adapté les modèles d'états financiers et de l'annexe.

Conformément au paragraphe 201 du règlement CRC 99-02, les comptes consolidés ont été établis selon les principes comptables généraux énoncés par le code de commerce, et notamment en maintenant le principe de continuité d'exploitation.

L'exercice clos 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois, comme l'exercice précédent clos le 31 décembre 2024.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Activités du groupe

L'activité du groupe s'articule principalement autour des axes suivants :

- La presse quotidienne régionale (La Nouvelle République, La Nouvelle République Dimanche, Centre Presse),
- Le multimédia et la TV locale,
- L'organisation d'événements et de salons et le conseil en communication,
- Les services numériques.



3. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2025, le périmètre comprend 12 sociétés, identiques à la clôture de l'exercice précédent. Les sociétés comprises au sein du périmètre de consolidation sont présentées dans le tableau suivant :

Sociétés	Siren	2025			2024		
		Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
La Nouvelle République du Centre-Ouest	584 800 122	Intégration Globale	Consolidante	Consolidante	Intégration Globale	Consolidante	Consolidante
SCI Alfred de Musset	434 944 484	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
SCI des Basses Landes	410 190 102	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
SCI La Cour du Capitole	498 800 762	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
SCI Château Saint Martin	439 025 966	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
NR Communication	414 679 423	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Presse Portage	350 458 428	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Puzzle Centre	322 668 138	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Société de Presse et d'Information (SDPI)	401 418 868	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Soparep	395 382 468	Mise en équivalence	28,69	28,69	Mise en équivalence	28,69	28,69
Sora Logiciels	809 321 409	Intégration Globale	50,00	50,00	Intégration Globale	50,00	50,00
Touraine Télévision	483 679 361	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00

4. Variation de périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre significative n'a eu lieu au cours de l'exercice.

5. Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

- Les fonds de commerce sont représentatifs de la valeur économique des titres de presse et ne font pas l'objet d'amortissement. Toutefois, à la clôture de chaque exercice, le groupe La Nouvelle République s'assure que la valeur nette de ces actifs incorporels reste inférieure à leur valeur recouvrable. Cette dernière est approchée conformément aux pratiques du secteur soit, pour les titres de presse, sur la base de la diffusion payante du titre et de la valeur du lecteur.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur cout d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Frais d'établissement	1 an
- Logiciels	1 à 5 ans
- Logiciels ERP	10 ans
- Plateforme numérique	4 ans
- Structure des constructions	40 ans
- Composants des constructions	20 ans
- Structure des rotatives	25 ans
- Composants des rotatives	10 ans
- Matériels industriels	3 à 10 ans
- Installations et agencements	10 ans
- Matériels de transport	4 à 5 ans
- Matériel de bureau	4 à 5 ans
- Matériel informatique	5 ans
- Mobilier	10 ans

- Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise

acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ». Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à la possibilité offerte par l'article 231-11 du règlement ANC 2020-01.

Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au compte de résultat en produits exceptionnels.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat et des frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de réalisation des éléments en stocks.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

En application du règlement ANC 2020-01, les subventions d'investissement sont maintenues en capitaux propres et font l'objet d'un étalement dans le temps.

Contrats de location financement

Le groupe applique la comptabilisation des contrats de location financement conformément à l'article 272-2 du règlement ANC 2020-01. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.



Notes annexes sur les postes du bilan

1. Ecart d'acquisition

Libellé	2024	2025	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	2 047 548	2 047 548						
Amortissements des EA	(1 928 500)	(1 928 500)						
Valeur nette	119 048	119 048						

Les écarts d'acquisitions- actif sont affectés aux entités suivantes :

Ecart d'acquisition	Brut	Amort.	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition - actif	2 047 548	(1 928 500)		119 048
Partenaires				
PUZZLE CENTRE	1 928 500	(1 928 500)		-
SORA LOGICIELS	119 048			119 048

Au regard des conditions d'exploitation de la société SORA LOGICIELS et de ses perspectives, aucun indice de perte de valeur n'a été relevé. A ce titre, aucun test de dépréciation et aucune dépréciation n'ont été constatés sur ces écarts d'acquisition actifs.

2. Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2024	2025	Augmentati on (Inv,Emp)	Diminutio n (Cess, Remb.)	Ecart de conversio n	Variation s de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets, licences	8 628 846	8 899 314	135 371	(65 052)			200 150
Droit au bail	72 840	72 840					
Fonds commercial	4 960 691	5 260 691	300 000				
Autres immobilisations incorporelles	1	1					
Ecart d'acquisition	2 047 548	2 047 548					
Immobilisations incorporelles	15 709 926	16 280 394	435 371	(65 052)			200 150
Terrains	831 707	831 707					
Agencements et aménagements de terrains	584 720	619 985	35 266				
Constructions	21 225 490	21 769 841	422 851				121 500
Installations techniques, matériel & outillage	25 864 785	26 225 897	357 758	(24 560)			27 915
Autres immobilisations corporelles	4 020 383	1 475 123	69 506	(104 920)			(2 509 846)
Matériel de bureau		854 017	176 154	(17 919)			695 782
Matériel informatique	288 666	288 666					
Mobilier- meubles et rangements durables		1 810 799	12 085	(15 350)			1 814 064
Immobilisations corporelles en cours	578 686	712 106	482 984				(349 565)
Immobilisations corporelles	53 394 436	54 588 142	1 556 604	(162 749)			(200 150)
Total	69 104 362	70 868 535	1 991 975	(227 801)			0
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Crédit-Bail (Liasse)	288 666	288 666					
Immobilisations corporelles	288 666	288 666					

Les fonds commerciaux correspondent aux fonds suivants :

- SDPI (« Centre Presse ») : 4 953 831 euros
- Presse Portage : 6 860 euros
- Puzzle Centre : 300 000 euros
- TOTAL : 5 260 691 euros

La variation des fonds commerciaux correspond à l'acquisition par la société Puzzle Centre d'un fonds de commerce afférent à l'organisation de salons événementiels.

3. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amort. concessions, brevets & droits similaires	(7 418 285)	(7 694 430)	(341 198)	65 052			
Amort. des écarts d'acquisition	(1 928 500)	(1 928 500)					
Amort. des immobilisations incorporelles	(9 346 785)	(9 622 930)	(341 198)	65 052			
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	(447 428)	(484 015)	(36 586)				
Amort. des constructions	(19 222 002)	(19 524 077)	(302 075)				
Amort. install. tech. matériel & outill.	(24 198 197)	(24 574 723)	(401 086)	24 560			
Amort. des autres immobilisations corp.	(3 534 761)	(1 313 773)	(81 471)	104 919			2 197 540
Amort. Du matériel de bureau		(611 266)	(118 787)	17 919			(510 398)
Amort. du matériel informatique	(270 521)	(286 593)	(16 072)				
Amort. mobilier- meubles et rangements durables		(1 693 987)	(22 195)	15 350			(1 687 142)
Amort. des immobilisations corporelles	(47 672 910)	(48 488 434)	(978 272)	162 748			
Amort. sur actif immobilisé	(57 019 694)	(58 111 364)	(1 319 470)	227 800			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>	(270 521)	(286 593)					
Crédit-Bail (Liasse)	(270 521)	(286 593)	(16 072)				
<i>Immobilisations corporelles</i>	(270 521)	(286 593)					

4. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations droit au bail	(72 840)	(72 840)					
Dépréciations sur fonds commercial	(3 568 904)	(3 799 654)	(230 750)				
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(3 641 744)	(3 872 494)	(230 750)				
Dépréciations sur actif immobilisé	(3 641 744)	(3 872 494)	(230 750)				

L'application de l'approche présentée au paragraphe « Règles et méthodes comptables » conduit à constater les dépréciations suivantes :

- SDPI (« Centre Presse ») : 3 795 081 euros
- Presse Portage : 4 573 euros
- TOTAL : 3 799 654 euros

5. Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2024	2025	Augmentati on (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conver sion	Variati ons de périmè re	Autres variatio ns
Titres de participation	109 394	111 894	2 500					
Titres immobilisés (non courants)	12 005 986	11 005 986		(1 000 000)				
Titres immobilisés (courants)	228 801	228 801						
Prêts	2 386 206	2 405 157	44 373	(25 422)				
Dépôts et cautionnements versés	127 427	147 755	20 328					
Autres créances immobilisées	5 940 968	6 515 271	574 303					
Compte d'ajustement (intra-groupe haut de bilan)	0	0						
Immobilisations financières	20 798 782	20 414 864	641 504	(1 025 442)				
Titres mis en équivalence	767 323	727 921			(39 402)			
Actifs financiers	21 566 105	21 142 786	641 504	(1 025 442)	(39 402)			

Les titres mis en équivalence concernent exclusivement la participation du groupe au sein de la société SOPAREP. La valeur des titres mis en équivalence de la société SOPAREP intègre l'écart d'évaluation constaté historiquement des titres de presse détenus par la société SOPAREP et ses filiales. Cet écart d'évaluation concerne le titre de presse La République du Centre pour une valeur nette de 4 933 000 euros.

En effet, l'application à la clôture de l'exercice de la méthode de valorisation des titres de presse telle que présentée à la note « Règles et méthodes comptables » a fait apparaître une valeur d'inventaire inférieure à la valeur recouvrable de ces actifs incorporels. Aussi, une dépréciation a été constatée sur ces actifs pour un montant de 3.780.500 euros.

Les titres de participations concernent principalement les entités suivantes non consolidées au 31 décembre 2025 :

Entités	Valeur brute	Valeur nette	% de détention
Sofinloire	5 000	5 000	50.00%
Territoires TV	25 000	-	25.00%
Gama	39 800	-	20.00%
Dans Nos Cœurs	29 810	29 810	19.47%
CFPP	4 349	4 349	5.71%
Autres	7 935	7 935	
TOTAL	111 894	47 094	

Le Groupe La Nouvelle République exerce une influence notable sur la société SOFINLOIRE. Néanmoins, au vu du résultat et des capitaux propres de la société au 31 décembre 2025, sa mise en équivalence n'aurait pas eu d'incidences significatives sur les comptes consolidés de l'exercice 2025 du Groupe La Nouvelle République.

La société GAMA a été créée au cours de l'exercice 2012. Cette société n'a pas été intégrée au périmètre de consolidation compte tenu de l'absence d'influence notable sur cette entité.

La société TERRITOIRES TV a été constituée le 23 septembre 2020. Elle a pour activité principale la production et la diffusion de programmes télévisuels.

Les autres titres immobilisés correspondent principalement à des obligations pour une valeur de 1 000 000 euros et des bons à moyen terme pour un montant de 10 000 000 euros.

Les prêts d'un montant de 2 405 157 euros concernent principalement les cotisations Effort Construction versées sous forme de prêt aux organismes collecteurs pour une valeur de 2 389 912 euros.

Les autres immobilisations financières correspondent à des comptes à terme pour une valeur de 5 000 000 euros, aux intérêts à recevoir sur les autres titres immobilisés et aux divers dépôts et cautionnements versés.

6. Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2024	2025	Dotatlon	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur titres de participation	(134 939)	(172 022)	(37 083)				
Dépréciations sur prêts	(15 245)	(15 245)					
Dépréciations sur Immobilisations financières	(150 184)	(187 267)	(37 083)				
Dépréciations sur actif financier	(150 184)	(187 267)	(37 083)				

7. Stocks et en-cours

	2025			2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks fournitures et aut.	212 300		212 300	259 593		259 593
En-cours de biens						
En-cours de services	64 294		64 294			
Produits intermédiaires finis						
Stocks de marchandises						
Stocks et en-cours	276 594		276 594	259 593		259 593

8. Créances

Libellé	2025			2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	7 130 521	(385 491)	6 745 031	8 108 981	(389 726)	7 719 255
Factures à émettre - courant	1 028 810		1 028 810			
Clients et comptes rattachés	8 159 331	(385 491)	7 773 841	8 108 981	(389 726)	7 719 255
Avances et acomptes versés sur commandes	1 184 704		1 184 704	878 966		878 966
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	77 408		77 408	83 972		83 972
Créances fiscales hors IS part < 1an	2 952 137		2 952 137	2 697 716		2 697 716
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1an	803 546		803 546	604 645		604 645
Comptes courants part < 1an	611 738	(118 360)	493 378	611 738	(18 360)	593 378
Autres créances part < 1an	215 192		215 192	128 291		128 291
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)	0		0	(1)		(1)
Charges constatées d'avance part < 1 an	661 778		661 778	552 182		552 182
Autres créances et comptes de régularisation	6 506 502	(118 360)	6 388 142	5 557 509	(18 360)	5 539 149
Clients et autres créances	14 665 833	(503 851)	14 161 982	13 666 490	(408 086)	13 258 404

Libellé	2025	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	Au dela
Clients et comptes rattachés part < 1 an	7 130 521	7 130 521				
Factures à émettre - courant	1 028 810	1 028 810				
Clients et comptes rattachés	8 159 331	8 159 331				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 184 704	1 184 704				
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	77 408	77 408				
Créances fiscales hors IS- part < 1an	2 952 137	2 952 137				
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1an	803 546	803 546				
Comptes courants - part < 1an	611 738	611 738				
Autres créances part < 1an	215 192	215 192				
Charges constatées d'avance part < 1 an	661 778	661 778				
Autres créances et comptes de régularisation	6 506 502	6 786 577				
Actif circulant	14 665 833	14 665 833				

9. Trésorerie nette

Libellé	2024	2025
Trésorerie active nette	13 297 033	11 041 993
VMP - Equivalents de trésorerie	4 000 000	4 000 000
Disponibilités	9 153 402	6 675 576
Intérêts courus non échus s/ dispo.	143 631	240 135
Concours bancaires (trésorerie passive)		
Trésorerie à court terme	13 297 033	10 915 711
Trésorerie à long terme		
Trésorerie nette	13 297 033	10 915 711

Le tableau des flux de trésorerie est présentée page 4.



10. Provisions

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Autres provisions pour risques	376 100	302 780	73 980	(147 300)			
Provisions pour pensions et retraites		117 176		(10 224)			127 400
Autres provisions pour charges	268 400	195 000	54 000				(127 400)
Provisions	644 500	614 956	127 980	(157 524)			

Les provisions pour risques et charges concernent, à la clôture de l'exercice :

- Des litiges civils et commerciaux pour 497 780 euros,
- La provision pour médailles du travail pour 117 176 euros.

La colonne « Autres variations » enregistre le reclassement de la provision pour médailles du travail à l'ouverture sur la ligne dédiée.

11. Dettes financières

Libellé	2024	2025	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	3 882 077	2 599 975		(1 282 102)			
Dépôts et cautionnements reçus	3 493	3 493					
Intérêts courus sur emprunts	5 981	4 582		(1 399)			
Dettes rattachées à des participations	136	136					
Concours bancaires (trésorerie passive)							
Dettes financières	3 891 687	2 608 186		(1 283 501)			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>19 881</i>	<i>2 592</i>					
Crédit-Bail (Liasse)	19 881	2 592					

Libellé	2025	< 1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit	2 599 975	975 654	1 624 321	
Dépôts et cautionnements reçus	3 493			3 493
Intérêts courus sur emprunts	4 582	4 582		
Dettes rattachées à des participations	136	136		
Concours bancaires (trésorerie passive)				
Dettes financières	2 608 186	980 372	1 624 321	3 493

Les emprunts et dettes financières comprennent principalement les éléments suivants :

- les emprunts auprès des établissements de crédit concernent les emprunts bancaires « classiques » toujours en cours à la clôture de l'exercice pour 184 141 euros ;
- trois emprunts de PGE de 2 500 000 euros chacun ont été souscrits auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et du Crédit Agricole Centre France. Ces emprunts ont été remboursés partiellement à leur date de mise en remboursement. A la clôture de l'exercice, le capital restant dû des trois emprunts s'élève à 237 688 euros. Pour rappel, ces emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat à hauteur de 90 % de l'encours et des frais accessoires prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 ;
- trois Prêts Garantis par l'Etat (PGE résilience) pour un montant total de 5 000 000 euros ont été souscrits en 2023 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et de la Banque Populaire Val de France. A la clôture de l'exercice, le capital restant dû des trois emprunts s'élève à 2 178 145 euros. Ils bénéficient de la garantie de l'Etat prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 modifié.

Aucune dette financière ni aucun emprunt n'est assorti de covenant.



12. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2024	2025
Dettes fournisseurs - courant	6 485 187	3 319 395
Factures non parvenues - courant		3 241 218
Dettes fournisseurs	6 485 187	6 560 613
Avances, acomptes reçus sur commandes	487 759	515 777
Dettes sociales - courant	11 481 886	10 857 628
Dettes fiscales (hors IS) - courant	4 028 192	4 367 649
Comptes courants groupe - courant	49 762	22 500
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	269 143	267 014
Autres dettes - courant	248 267	361 306
Intérêts courus sur dettes	1 121	1 651
Produits constatés d'avance - courant	8 889 271	8 117 317
Autres dettes et comptes de régularisation	25 455 401	24 510 843
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	31 940 587	31 071 456

Libellé	2025	< 1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs - courant	3 319 395	3 319 395		
Factures non parvenues - courant	3 241 218	3 241 218		
Dettes fournisseurs	6 560 613	6 560 613		
Avances, acomptes reçus sur commandes	515 777	515 777		
Dettes sociales - courant	10 857 628	10 857 628		
Dettes fiscales (hors IS) - courant	4 367 649	4 367 649		
Comptes courants groupe - courant	22 500	22 500		
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	267 014	267 014		
Autres dettes - courant	361 306	361 306		
Intérêts courus sur dettes	1 651	1 651		
Produits constatés d'avance - courant	8 117 317	8 117 317		
Autres dettes et comptes de régularisation	25 510 843	25 510 843		
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	31 071 456	31 071 456		

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

13. Chiffre d'affaires

	2025	2024
Presse Quotidienne Régionale	78 028 958	80 819 315
Multimédia et TV locale	4 730 339	4 320 040
Evènementiel	1 531 951	1 225 465
Services numériques	908 892	758 383
Chiffre d'affaires	85 200 140	87 033 203

14. Autres produits d'exploitation

Libellé	2025	2024
Production stockée	64 294	
Subventions d'exploitation	3 894 973	4 295 256
Subventions	101 592	
Reprise sur provisions d'exploitation	157 524	14 920
Rep./Dépr. sur actif circulant	63 269	72 804
Produits de cessions immobilisation incorporelles - corporelles	1 200	
Transferts de charges d'exploitation		541 014
Autres produits	397 921	255 194
Autres produits d'exploitation	4 680 773	5 179 189

15. Charges de personnel

Libellé	2025	2024
Rémunérations du personnel	(32 965 177)	(32 846 653)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(13 566 815)	(12 972 894)
Autres charges de personnel	644 905	605 378
Charges de personnel	(45 887 088)	(45 214 169)

16. Autres charges d'exploitation

Libellé	2025	2024
Sous-traitance	(2 019 686)	(2 136 084)
Redevances de crédit-bail et assimilées	8 768	19 577
Locations immobilières et charges locatives	(450 314)	(434 460)
Locations mobilières et charges locatives	(2 084 599)	(1 919 724)
Entretien et réparations	(2 859 690)	(2 967 258)
Primes d'assurances	(456 622)	(393 736)
Autres services extérieurs	(242 935)	(257 934)
Personnel détaché et intérimaire	(99 937)	(185 040)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(7 448 933)	(7 636 899)
Publicité, publications, relations publiques	(1 518 034)	(1 583 478)
Transport	(5 669 546)	(6 065 989)
Déplacements, missions et réceptions	(1 189 887)	(1 183 202)
Frais postaux et frais de télécommunications	(441 196)	(535 245)
Frais bancaires	(161 264)	(155 441)
Autres charges externes	(166 681)	(168 581)
Pertes sur créances irrécouvrables	(2 241)	(78 576)
Autres charges	(335 535)	(271 325)
Autres charges d'exploitation	(25 138 331)	(25 953 397)

17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2025	2024
Dot./Aml. & Dépr. sur immo. incorporelles	(571 948)	(791 649)
Dot./Aml. & Dépr. sur Immo. corporelles	(978 272)	(1 017 217)
Dot. aux provisions d'exploitation	(127 980)	(3 000)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(59 034)	(112 875)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 737 234)	(1 924 742)



18. Résultat financier

Libellé	2025	2024
Dividendes des autres participations	21 402	29 963
Produits sur créances et VMP	71 815	78 626
Produits nets sur cession de VMP		3
Autres produits financiers	832 691	837 582
Produits financiers	925 908	946 173
Charges d'intérêts	(141 108)	(152 320)
Autres charges financières	(36 848)	(87)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(137 083)	(7 946)
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat financier)	(1)	(1)
Charges financières	(315 041)	(160 353)
Résultat financier	610 868	785 820

19. Résultat exceptionnel

Libellé	2025	2024
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		35 424
Produits de cession d'immo. corp.		2 583
Produits de cession de titres		29 150
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.		101 886
Produits exceptionnels		169 043
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		(369 454)
VNC des titres conso cédés		(9 147)
VNC des immo. corp. cédées		(2 668)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(46 000)
Charges exceptionnelles		(427 269)
Résultat exceptionnel		(258 226)

Le résultat exceptionnel est impacté par l'application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.



20. Charges d'impôts

Libellé	2025	2024
Impôt sur les bénéfices	(38 850)	(70 559)
Crédit d'impôts	316 648	130 781
Charges d'impôts	277 798	60 222

Compte tenu de l'absence d'imposition différée, aucune preuve d'impôt n'est présentée.



Autres Informations

21. Effectifs

Les effectifs du groupe La Nouvelle République s'établissent, à la clôture de l'exercice, à 775 personnes.

Sont intégrés à ces données, les effectifs des sociétés consolidées par intégration globale et les effectifs des sociétés consolidées par intégration proportionnelle pour le pourcentage d'intérêt du groupe dans ces structures.

Les effectifs des sociétés mises en équivalence ne sont pas pris en compte dans ces données.

22. Engagements hors bilan

Libellé	2025	2024
Pensions et Retraites	5 398 028	5 962 523
Nantissement		
Effets escomptés non échus		
Créances cédés (affacturage)		
Contrats SWAP de taux sur emprunts		
Engagements donnés	5 398 028	5 962 523

Le groupe a souscrit en 2025 un contrat d'assurances couvrant partiellement ses engagements en matière de pensions et retraites. Le montant de la prime versée en 2025 s'élève à 200.000 euros. Cette prime a été constatée en cotisations sociales au sein du compte de résultat.

Les engagements en matière de pensions et retraites ont été évalués selon la méthode rétrospective, en appliquant un taux d'inflation de 2,0 % et un taux d'actualisation de 3,80 %. Le taux d'actualisation utilisé sur l'exercice dernier s'établissait à 3,30 %.

Le taux de charges sociales, calculé entité par entité, a été intégré à l'évaluation de ces engagements. Le turn-over est pris en compte en fonction des catégories professionnelles auxquelles se rattachent les salariés. Enfin, la probabilité de survie est prise en compte en fonction des tables de survie éditées par l'INSEE.

Les indemnités de départ en retraite versées au cours de l'exercice 2025 se sont élevées à 333 895 euros charges sociales comprises et concernent les sociétés NRCO, NR Communication et Presse Portage.

23. Dettes garanties par des sûretés réelles

Libellé	Dettes garanties	Montant des sûretés	Biens donnés en garantie
Autres emprunts de dettes financières	138 514	138 514	Privilège de prêteur de deniers sur l'immeuble sis 25 rue Diderot à Châteauroux
Dettes garanties	138 514	138 514	

24. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se décompose comme suit :

- les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 115 900 euros,
- les honoraires comptabilisés au titre des prestations de services entrant dans les services autres que la certification des comptes : 3 900 euros.

25. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants se sont élevées pour l'ensemble du groupe à la somme de 467 667 euros.

Ces rémunérations intègrent la rémunération des membres du Directoire de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest.



S.A.S. WOLFF & ASSOCIES

Certifié conforme
[Signature]

AUREO

La Nouvelle République du Centre-Ouest

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES
19, boulevard Berthelot
63400 Chamalières
S.A.S. au capital de 37 000 €
479 908 949 R.C.S. Clermont-Ferrand

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon-Riom

AUREO
56, avenue Marcel Dassault
37200 Tours
S.A.S. au capital de 48 825 €
410 473 177 R.C.S. Tours

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le sous-paragraphe § 1 « Principes généraux » du paragraphe « Méthodes et principes de consolidation » qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



Le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes consolidés fait référence aux méthodes d'évaluation retenues pour les fonds de commerce. Dans le cadre de la justification de nos appréciations, nous avons examiné les modalités ainsi que les hypothèses relatives à la mise en œuvre de ces évaluations. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues et avons vérifié que les notes concernées de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;



- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Chamalières et à Tours, le 29 mai 2026

Les Commissaires aux Comptes

S.A.S. WOLFF & ASSOCIES

Membre de la compagnie régionale de Lyon - Riom

AUREO

Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

Signé par Grégory Wolff
Le 29 mai 2026

Signé par Damien Teste
Le 29 mai 2026

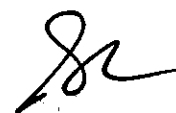
Signed with
Universign doc_dYLZ
tx_aVmYBQ9E2QWQ



doc_dYLZ
tx_aVmYBQ9E2QWQ

Grégory Wolff

Damien Testé





GROUPE LA NOUVELLE REPUBLIQUE

COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2025

**ORLÉANS
VAL DE LOIRE**

8, rue Claude Lewy
CS 40012
45073 Orléans cedex 2
Tel. : 02 38 66 60 60
orleans@orex-france.com
www.orex-france.com

**LAMOTTE-BEUVRON
VAL DE FRANCE**

13, avenue de l'Hôtel de Ville
41600 Lamotte-Beuvron
Tel. : 02 54 88 49 22
lamotte@orex-france.com
www.orex-france.com



Inscrit au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région d'Orléans | SAS au capital de 1 570 000 € | RCS Orléans B414 866 483

Table des matières

ÉTATS FINANCIERS	2
1. BILAN CONSOLIDE	2
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	3
3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	4
4. VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	5
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET COMPARABILITE DES COMPTES	6
METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION	6
1. PRINCIPES GENERAUX	6
2. ACTIVITES DU GROUPE	6
3. DEFINITION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	7
4. VARIATION DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION	9
5. REGLES ET METHODES COMPTABLES	9
NOTES ANNEXES SUR LES POSTES DU BILAN	12
1. ECARTS D'ACQUISITION	12
2. VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	13
3. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14
4. DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	14
5. VALEURS BRUTES DES ACTIFS FINANCIERS	15
6. DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS	16
7. STOCKS ET EN-COURS	16
8. CREANCES	17
9. TRESORERIE NETTE	18
10. PROVISIONS	19
11. DETTES FINANCIERES	19
12. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES DETTES ET REGULARISATION	21
NOTES ANNEXES SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	22
13. CHIFFRE D'AFFAIRES	22
14. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	22
15. CHARGES DE PERSONNEL	22
16. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	23
17. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	23
18. RESULTAT FINANCIER	24
19. RESULTAT EXCEPTIONNEL	24
20. CHARGES D'IMPOTS	25
AUTRES INFORMATIONS	26
21. EFFECTIFS	26
22. ENGAGEMENTS HORS BILAN	26
23. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	26
24. REMUNERATIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	27
25. REMUNERATION DES DIRIGEANTS	27

États financiers

1. Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	2025	2024
Immobilisations incorporelles	2 784 969	2 721 397
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>119 048</i>	<i>119 048</i>
Immobilisations corporelles	6 099 708	5 721 527
Immobilisations financières	20 227 597	20 648 598
Titres mis en équivalence	727 921	767 323
Actif immobilisé	29 840 196	29 858 845
Stocks et en-cours	276 594	259 593
Clients et comptes rattachés	7 773 841	7 719 255
Autres créances et comptes de régularisation	6 388 142	5 539 149
<i>Dont Impôts différés Actif</i>		
Valeurs mobilières de placement	4 000 000	4 000 000
Disponibilités	6 915 711	9 297 033
Actif circulant	25 354 288	26 815 030
Total Actif	55 194 484	56 673 875
Bilan passif consolidé	2025	2024
Capital	5 316 181	5 316 181
Primes liées au capital	9 548 900	9 548 900
Réserves et résultat consolidés	4 573 058	2 694 398
Résultat net (Part du groupe)	902 770	1 912 779
Subventions d'investissement	519 903	615 474
Capitaux propres (Part du groupe)	20 860 813	20 087 732
Intérêts minoritaires	39 072	109 368
Total des capitaux propres	20 899 885	20 197 099
Autres fonds propres		
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	614 956	644 500
Provisions et Ecart d'acq. Passif	614 956	644 500
Dettes financières	2 608 186	3 891 687
Fournisseurs et comptes rattachés	6 560 613	6 485 187
Autres dettes et comptes de régularisation	24 510 843	25 455 401
<i>Dont Impôts différés Passif</i>		
Dettes	33 679 643	35 832 275
Total Passif	55 194 484	56 673 875

2. Compte de résultat consolidé

	2025	2024
Chiffre d'affaires	85 200 140	87 033 203
Autres produits d'exploitation	4 680 773	5 179 189
Achats consommés	(15 842 964)	(16 139 779)
Charges de personnel	(45 887 088)	(45 214 169)
Autres charges d'exploitation	(25 138 331)	(25 953 397)
Impôts et taxes	(1 257 967)	(1 311 737)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 737 234)	(1 924 742)
Opérations en commun		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	17 329	1 668 568
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition		(160 708)
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	17 329	1 507 860
Charges et produits financiers	610 868	785 820
Charges et produits exceptionnels		(258 226)
Impôts sur les résultats	277 798	60 222
Résultat net des entreprises intégrées	905 995	2 095 676
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(39 402)	(205 037)
Résultat net de l'ensemble consolidé	866 593	1 890 639
Intérêts minoritaires	(36 177)	(22 140)
Résultat net (part du groupe)	902 770	1 912 779



3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

	2025	2024
Résultat net total des entités consolidées	866 593	1 890 639
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	1 557 759	2 011 601
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(1 199)	(19 919)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE	39 402	205 037
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(101 592)	(101 886)
Marge brute d'autofinancement	2 360 962	3 985 472
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(1 855 820)	1 843 153
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	505 142	5 828 625
Acquisitions d'immobilisations	(2 635 607)	(1 633 684)
Cessions d'immobilisations	1 001 200	31 733
Réduction des autres immobilisations financières	25 422	196 257
Incidence des variations de périmètre		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(1 608 985)	(1 405 693)
Remboursements d'emprunts	(1 283 501)	(3 036 006)
Variation des subventions d'investissements	6 021	81 808
Dividendes versés des filiales		
Dividendes reçus/versés de la société mère		
Augmentations / réductions de capital		(16 033)
Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(1 277 480)	(2 970 231)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(2 381 323)	1 452 701
Trésorerie : ouverture	13 297 033	11 844 332
Trésorerie : clôture	10 915 711	13 297 033



4. Variations des capitaux propres

	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Subvention d'investissement	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2023	5 316 181	9 548 900	2 805 400			(111 006)	635 552	18 195 027	131 508
Affectation du résultat N-1			(111 006)			111 006			
Résultat						1 912 779		1 912 779	(22 140)
Autres augmentations, diminutions							(20 078)	(20 078)	
Autre			³					⁴	
2024	5 316 181	9 548 900	2 694 398			1 912 779	615 474	20 087 732	109 368
Affectation du résultat N-1			1 912 779			(1 912 779)			
Résultat						902 770		902 770	(36 177)
Autres augmentations, diminutions			(34 118)				(95 570)	(129 688)	(34 118)
2025	5 316 181	9 548 900	4 573 058			902 770	519 904	20 860 813	39 072

Faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à mentionner au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Changements de méthodes

Aucun changement de méthodes n'a été appliqué au cours de l'exercice.

Méthodes et principes de consolidation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

Par ailleurs, l'exercice clos le 31 décembre 2025 constitue le premier exercice d'application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement a notamment modifié la définition du résultat exceptionnel, supprimé la technique des transferts de charges et adapté les modèles d'états financiers et de l'annexe.

Conformément au paragraphe 201 du règlement CRC 99-02, les comptes consolidés ont été établis selon les principes comptables généraux énoncés par le code de commerce, et notamment en maintenant le principe de continuité d'exploitation.

L'exercice clos 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois, comme l'exercice précédent clos le 31 décembre 2024.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

2. Activités du groupe

L'activité du groupe s'articule principalement autour des axes suivants :

- La presse quotidienne régionale (La Nouvelle République, La Nouvelle République Dimanche, Centre Presse),
- Le multimédia et la TV locale,
- L'organisation d'événements et de salons et le conseil en communication,
- Les services numériques.

3. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2025, le périmètre comprend 12 sociétés, identiques à la clôture de l'exercice précédent. Les sociétés comprises au sein du périmètre de consolidation sont présentées dans le tableau suivant :

Sociétés	Siren	Méthode de consolidation	2025		Méthode de consolidation	2024	
			% de contrôle	% d'intérêt		% de contrôle	% d'intérêt
La Nouvelle République du Centre-Ouest	584 800 122	Intégration Globale	Consolidante	Consolidante	Intégration Globale	Consolidante	Consolidante
SCI Alfred de Musset	434 944 484	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
SCI des Basses Landes	410 190 102	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
SCI La Cour du Capitole	498 800 762	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
SCI Château Saint Martin	439 025 966	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
NR Communication	414 679 423	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Presse Portage	350 458 428	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Puzzle Centre	322 668 138	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Société de Presse et d'Information (SDPI)	401 418 868	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00
Soparep	395 382 466	Mise en équivalence	28,69	28,69	Mise en équivalence	28,69	28,69
Sora Logiciels	809 321 409	Intégration Globale	50,00	50,00	Intégration Globale	50,00	50,00
Touraine Télévision	483 679 361	Intégration Globale	100,00	100,00	Intégration Globale	100,00	100,00

4. Variation de périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre significative n'a eu lieu au cours de l'exercice.

5. Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

- Les fonds de commerce sont représentatifs de la valeur économique des titres de presse et ne font pas l'objet d'amortissement. Toutefois, à la clôture de chaque exercice, le groupe La Nouvelle République s'assure que la valeur nette de ces actifs incorporels reste inférieure à leur valeur recouvrable. Cette dernière est approchée conformément aux pratiques du secteur soit, pour les titres de presse, sur la base de la diffusion payante du titre et de la valeur du lecteur.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Frais d'établissement	1 an
- Logiciels	1 à 5 ans
- Logiciels ERP	10 ans
- Plateforme numérique	4 ans
- Structure des constructions	40 ans
- Composants des constructions	20 ans
- Structure des rotatives	25 ans
- Composants des rotatives	10 ans
- Matériels industriels	3 à 10 ans
- Installations et agencements	10 ans
- Matériels de transport	4 à 5 ans
- Matériel de bureau	4 à 5 ans
- Matériel informatique	5 ans
- Mobilier	10 ans

- Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise

acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecart d'acquisition ». Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à la possibilité offerte par l'article 231-11 du règlement ANC 2020-01.

Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au compte de résultat en produits exceptionnels.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat et des frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de réalisation des éléments en stocks.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

En application du règlement ANC 2020-01, les subventions d'investissement sont maintenues en capitaux propres et font l'objet d'un étalement dans le temps.

Contrats de location financement

Le groupe applique la comptabilisation des contrats de location financement conformément à l'article 272-2 du règlement ANC 2020-01. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.



Notes annexes sur les postes du bilan

1. Ecart d'acquisition

Libellé	2024	2025	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	2 047 548	2 047 548						
Amortissements des EA	(1 928 500)	(1 928 500)						
Valeur nette	119 048	119 048						

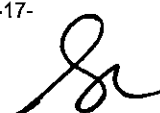
Les écarts d'acquisitions- actif sont affectés aux entités suivantes :

Ecarts d'acquisition	Brut	Amort.	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition - actif	2 047 548	(1 928 500)		119 048

Partenaires

PUZZLE CENTRE	1 928 500	(1 928 500)		-
SORA LOGICIELS	119 048			119 048

Au regard des conditions d'exploitation de la société SORA LOGICIELS et de ses perspectives, aucun indice de perte de valeur n'a été relevé. A ce titre, aucun test de dépréciation et aucune dépréciation n'ont été constatés sur ces écarts d'acquisition actifs.



2. Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2024	2025	Augmentati on (Inv,Emp)	Diminutio n (Cess, Remb.)	Ecart de conversio n	Variation s de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets, licences	8 628 846	8 899 314	135 371	(65 052)			200 150
Droit au bail	72 840	72 840					
Fonds commercial	4 960 691	5 260 691	300 000				
Autres immobilisations incorporelles	1	1					
Ecart d'acquisition	2 047 548	2 047 548					
Immobilisations incorporelles	15 709 926	16 280 394	435 371	(65 052)			200 150
Terrains	831 707	831 707					
Agencements et aménagements de terrains	584 720	619 985	35 266				
Constructions	21 225 490	21 769 841	422 851				121 500
Installations techniques, matériel & outillage	25 864 785	26 225 897	357 758	(24 560)			27 915
Autres immobilisations corporelles	4 020 383	1 475 123	69 506	(104 920)			(2 509 846)
Matériel de bureau		854 017	176 154	(17 919)			695 782
Matériel informatique	288 666	288 666					
Mobilier- meubles et rangements durables		1 810 799	12 085	(15 350)			1 814 064
Immobilisations corporelles en cours	578 686	712 106	482 984				(349 565)
Immobilisations corporelles	53 394 436	54 588 142	1 556 604	(162 749)			(200 150)
Total	69 104 362	70 868 535	1 991 975	(227 801)			0
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Crédit-Bail (Liasse)	288 666	288 666					
Immobilisations corporelles	288 666	288 666					

Les fonds commerciaux correspondent aux fonds suivants :

- SDPI (« Centre Presse ») : 4 953 831 euros
- Presse Portage : 6 860 euros
- Puzzle Centre : 300 000 euros
- TOTAL : 5 260 691 euros

La variation des fonds commerciaux correspond à l'acquisition par la société Puzzle Centre d'un fonds de commerce afférent à l'organisation de salons événementiels.



3. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

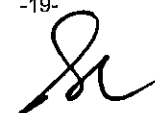
Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amort. concessions, brevets & droits similaires	(7 418 285)	(7 694 430)	(341 198)	65 052			
Amort. des écarts d'acquisition	(1 928 500)	(1 928 500)					
Amort. des immobilisations incorporelles	(9 346 785)	(9 622 930)	(341 198)	65 052			
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	(447 428)	(484 015)	(36 586)				
Amort. des constructions	(19 222 002)	(19 524 077)	(302 075)				
Amort. install. tech. matériel & outill.	(24 198 197)	(24 574 723)	(401 086)	24 560			
Amort. des autres immobilisations corp.	(3 534 761)	(1 313 773)	(81 471)	104 919			2 197 540
Amort. Du matériel de bureau		(611 266)	(118 787)	17 919			(510 398)
Amort. du matériel informatique	(270 521)	(286 593)	(16 072)				
Amort. mobilier- meubles et rangements durables		(1 693 987)	(22 195)	15 350			(1 687 142)
Amort. des immobilisations corporelles	(47 672 910)	(48 488 434)	(978 272)	162 748			
Amort. sur actif immobilisé	(57 019 694)	(58 111 364)	(1 319 470)	227 800			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>	(270 521)	(286 593)					
Crédit-Bail (Liasse)	(270 521)	(286 593)	(16 072)				
<i>Immobilisations corporelles</i>	(270 521)	(286 593)					

4. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations droit au bail	(72 840)	(72 840)					
Dépréciations sur fonds commercial	(3 568 904)	(3 799 654)	(230 750)				
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(3 641 744)	(3 872 494)	(230 750)				
Dépréciations sur actif immobilisé	(3 641 744)	(3 872 494)	(230 750)				

L'application de l'approche présentée au paragraphe « Règles et méthodes comptables » conduit à constater les dépréciations suivantes :

- SDPI (« Centre Presse ») : 3 795 081 euros
- Presse Portage : 4 573 euros
- TOTAL : 3 799 654 euros



5. Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2024	2025	Augmentati on (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conver sion	Variati ons de périmè tre	Autres variatio ns
Titres de participation	109 394	111 894	2 500					
Titres immobilisés (non courants)	12 005 986	11 005 986		(1 000 000)				
Titres immobilisés (courants)	228 801	228 801						
Prêts	2 386 206	2 405 157	44 373	(25 422)				
Dépôts et cautionnements versés	127 427	147 755	20 328					
Autres créances immobilisées	5 940 968	6 515 271	574 303					
Compte d'ajustement (intra-groupe haut de bilan)	0	0						
Immobilisations financières	20 798 782	20 414 864	641 504	(1 025 442)				
Titres mis en équivalence	767 323	727 921			(39 402)			
Actifs financiers	21 566 105	21 142 786	641 504	(1 025 442)	(39 402)			

Les titres mis en équivalence concernent exclusivement la participation du groupe au sein de la société SOPAREP. La valeur des titres mis en équivalence de la société SOPAREP intègre l'écart d'évaluation constaté historiquement des titres de presse détenus par la société SOPAREP et ses filiales. Cet écart d'évaluation concerne le titre de presse La République du Centre pour une valeur nette de 4 933 000 euros.

En effet, l'application à la clôture de l'exercice de la méthode de valorisation des titres de presse telle que présentée à la note « Règles et méthodes comptables » a fait apparaître une valeur d'inventaire inférieure à la valeur recouvrable de ces actifs incorporels. Aussi, une dépréciation a été constatée sur ces actifs pour un montant de 3.780.500 euros.

Les titres de participations concernent principalement les entités suivantes non consolidées au 31 décembre 2025 :

Entités	Valeur brute	Valeur nette	% de détention
Sofinloire	5 000	5 000	50.00%
Territoires TV	25 000	-	25.00%
Gama	39 800	-	20.00%
Dans Nos Cœurs	29 810	29 810	19.47%
CFPP	4 349	4 349	5.71%
Autres	7 935	7 935	
TOTAL	111 894	47 094	

Le Groupe La Nouvelle République exerce une influence notable sur la société SOFINLOIRE. Néanmoins, au vu du résultat et des capitaux propres de la société au 31 décembre 2025, sa mise en équivalence n'aurait pas eu d'incidences significatives sur les comptes consolidés de l'exercice 2025 du Groupe La Nouvelle République.

La société GAMA a été créée au cours de l'exercice 2012. Cette société n'a pas été intégrée au périmètre de consolidation compte tenu de l'absence d'influence notable sur cette entité.

La société TERRITOIRES TV a été constituée le 23 septembre 2020. Elle a pour activité principale la production et la diffusion de programmes télévisuels.

Les autres titres immobilisés correspondent principalement à des obligations pour une valeur de 1 000 000 euros et des bons à moyen terme pour un montant de 10 000 000 euros.

Les prêts d'un montant de 2 405 157 euros concernent principalement les cotisations Effort Construction versées sous forme de prêt aux organismes collecteurs pour une valeur de 2 389 912 euros.

Les autres immobilisations financières correspondent à des comptes à terme pour une valeur de 5 000 000 euros, aux intérêts à recevoir sur les autres titres immobilisés et aux divers dépôts et cautionnements versés.

6. Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur titres de participation	(134 939)	(172 022)	(37 083)				
Dépréciations sur prêts	(15 245)	(15 245)					
Dépréciations sur immobilisations financières	(150 184)	(187 267)	(37 083)				
Dépréciations sur actif financier	(150 184)	(187 267)	(37 083)				

7. Stocks et en-cours

	2025			2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks fournitures et aut.	212 300		212 300	259 593		259 593
En-cours de biens						
En-cours de services	64 294		64 294			
Produits intermédiaires finis						
Stocks de marchandises						
Stocks et en-cours	276 594		276 594	259 593		259 593

8. Créances

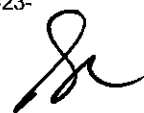
Libellé	2025			2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	7 130 521	(385 491)	6 745 031	8 108 981	(389 726)	7 719 255
Factures à émettre - courant	1 028 810		1 028 810			
Clients et comptes rattachés	8 159 331	(385 491)	7 773 841	8 108 981	(389 726)	7 719 255
Avances et acomptes versés sur commandes	1 184 704		1 184 704	878 966		878 966
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	77 408		77 408	83 972		83 972
Créances fiscales hors IS part < 1 an	2 952 137		2 952 137	2 697 716		2 697 716
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1 an	803 546		803 546	604 645		604 645
Comptes courants part < 1 an	611 738	(118 360)	493 378	611 738	(18 360)	593 378
Autres créances part < 1 an	215 192		215 192	128 291		128 291
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)	0		0	(1)		(1)
Charges constatées d'avance part < 1 an	661 778		661 778	552 182		552 182
Autres créances et comptes de régularisation	6 506 502	(118 360)	6 388 142	5 557 509	(18 360)	5 539 149
Clients et autres créances	14 665 833	(503 851)	14 161 982	13 666 490	(408 086)	13 258 404

Libellé	2025	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	Au delà
Clients et comptes rattachés part < 1 an	7 130 521	7 130 521				
Factures à émettre - courant	1 028 810	1 028 810				
Clients et comptes rattachés	8 159 331	8 159 331				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 184 704	1 184 704				
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	77 408	77 408				
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	2 952 137	2 952 137				
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	803 546	803 546				
Comptes courants - part < 1 an	611 738	611 738				
Autres créances part < 1 an	215 192	215 192				
Charges constatées d'avance part < 1 an	661 778	661 778				
Autres créances et comptes de régularisation	6 506 502	6 786 577				
Actif circulant	14 665 833	14 665 833				

9. Trésorerie nette

Libellé	2024	2025
Trésorerie active nette	13 297 033	11 041 993
VMP - Equivalents de trésorerie	4 000 000	4 000 000
Disponibilités	9 153 402	6 675 576
Intérêts courus non échus s/ dispo.	143 631	240 135
Concours bancaires (trésorerie passive)		
Trésorerie à court terme	13 297 033	10 915 711
Trésorerie à long terme		
Trésorerie nette	13 297 033	10 915 711

Le tableau des flux de trésorerie est présentée page 4.



10. Provisions

Libellé	2024	2025	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Autres provisions pour risques	376 100	302 780	73 980	(147 300)			
Provisions pour pensions et retraites		117 176		(10 224)			127 400
Autres provisions pour charges	268 400	195 000	54 000				(127 400)
Provisions	644 500	614 956	127 980	(157 524)			

Les provisions pour risques et charges concernent, à la clôture de l'exercice :

- Des litiges civils et commerciaux pour 497 780 euros,
- La provision pour médailles du travail pour 117 176 euros.

La colonne « Autres variations » enregistre le reclassement de la provision pour médailles du travail à l'ouverture sur la ligne dédiée.

11. Dettes financières

Libellé	2024	2025	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	3 882 077	2 599 975		(1 282 102)			
Dépôts et cautionnements reçus	3 493	3 493					
Intérêts courus sur emprunts	5 981	4 582		(1 399)			
Dettes rattachées à des participations	136	136					
Concours bancaires (Trésorerie passive)							
Dettes financières	3 891 687	2 608 186		(1 283 501)			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>19 881</i>	<i>2 592</i>					
Crédit-Bail (Liasse)	19 881	2 592					

Libellé	2025	< 1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit	2 599 975	975 654	1 624 321	
Dépôts et cautionnements reçus	3 493			3 493
Intérêts courus sur emprunts	4 582	4 582		
Dettes rattachées à des participations	136	136		
Concours bancaires (Trésorerie passive)				
Dettes financières	2 608 186	980 372	1 624 321	3 493

Les emprunts et dettes financières comprennent principalement les éléments suivants :

- les emprunts auprès des établissements de crédit concernent les emprunts bancaires « classiques » toujours en cours à la clôture de l'exercice pour 184 141 euros ;
- trois emprunts de PGE de 2 500 000 euros chacun ont été souscrits auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et du Crédit Agricole Centre France. Ces emprunts ont été remboursés partiellement à leur date de mise en remboursement. A la clôture de l'exercice, le capital restant dû des trois emprunts s'élève à 237 688 euros. Pour rappel, ces emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat à hauteur de 90 % de l'encours et des frais accessoires prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 ;
- trois Prêts Garantis par l'Etat (PGE résilience) pour un montant total de 5 000 000 euros ont été souscrits en 2023 auprès de la Caisse d'Epargne Loire Centre, du CIC Ouest et de la Banque Populaire Val de France. A la clôture de l'exercice, le capital restant dû des trois emprunts s'élève à 2 178 145 euros. Ils bénéficient de la garantie de l'Etat prévue par la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 modifiée.

Aucune dette financière ni aucun emprunt n'est assorti de covenant.



12. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2024	2025
Dettes fournisseurs - courant	6 485 187	3 319 395
Factures non parvenues - courant		3 241 218
Dettes fournisseurs	6 485 187	6 560 613
Avances, acomptes reçus sur commandes	487 759	515 777
Dettes sociales - courant	11 481 886	10 857 628
Dettes fiscales (hors IS) - courant	4 028 192	4 367 649
Comptes courants groupe - courant	49 762	22 500
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	269 143	267 014
Autres dettes - courant	248 267	361 306
Intérêts courus sur dettes	1 121	1 651
Produits constatés d'avance - courant	8 889 271	8 117 317
Autres dettes et comptes de régularisation	25 455 401	24 510 843
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	31 940 587	31 071 456

Libellé	2025	< 1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs - courant	3 319 395	3 319 395		
Factures non parvenues - courant	3 241 218	3 241 218		
Dettes fournisseurs	6 560 613	6 560 613		
Avances, acomptes reçus sur commandes	515 777	515 777		
Dettes sociales - courant	10 857 628	10 857 628		
Dettes fiscales (hors IS) - courant	4 367 649	4 367 649		
Comptes courants groupe - courant	22 500	22 500		
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	267 014	267 014		
Autres dettes - courant	361 306	361 306		
Intérêts courus sur dettes	1 651	1 651		
Produits constatés d'avance - courant	8 117 317	8 117 317		
Autres dettes et comptes de régularisation	25 510 843	25 510 843		
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	31 071 456	31 071 456		

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

13. Chiffre d'affaires

	2025	2024
Presse Quotidienne Régionale	78 028 958	80 819 315
Multimédia et TV locale	4 730 339	4 320 040
Evènementiel	1 531 951	1 225 465
Services numériques	908 892	758 383
Chiffre d'affaires	85 200 140	87 033 203

14. Autres produits d'exploitation

Libellé	2025	2024
Production stockée	64 294	
Subventions d'exploitation	3 894 973	4 295 256
Subventions	101 592	
Reprise sur provisions d'exploitation	157 524	14 920
Rep./Dépr. sur actif circulant	63 269	72 804
Produits de cessions immobilisation incorporelles - corporelles	1 200	
Transferts de charges d'exploitation		541 014
Autres produits	397 921	255 194
Autres produits d'exploitation	4 680 773	5 179 189

15. Charges de personnel

Libellé	2025	2024
Rémunérations du personnel	(32 965 177)	(32 846 653)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(13 566 815)	(12 972 894)
Autres charges de personnel	644 905	605 378
Charges de personnel	(45 887 088)	(45 214 169)

16. Autres charges d'exploitation

Libellé	2025	2024
Sous-traitance	(2 019 686)	(2 136 084)
Redevances de crédit-bail et assimilées	8 768	19 577
Locations immobilières et charges locatives	(450 314)	(434 460)
Locations mobilières et charges locatives	(2 084 599)	(1 919 724)
Entretien et réparations	(2 859 690)	(2 967 258)
Primes d'assurances	(456 622)	(393 736)
Autres services extérieurs	(242 935)	(257 934)
Personnel détaché et intérimaire	(99 937)	(185 040)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(7 448 933)	(7 636 899)
Publicité, publications, relations publiques	(1 518 034)	(1 583 478)
Transport	(5 669 546)	(6 065 989)
Déplacements, missions et réceptions	(1 189 887)	(1 183 202)
Frais postaux et frais de télécommunications	(441 196)	(535 245)
Frais bancaires	(161 264)	(155 441)
Autres charges externes	(166 681)	(168 581)
Pertes sur créances irrécouvrables	(2 241)	(78 576)
Autres charges	(335 535)	(271 325)
Autres charges d'exploitation	(25 138 331)	(25 953 397)

17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2025	2024
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(571 948)	(791 649)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(978 272)	(1 017 217)
Dot. aux provisions d'exploitation	(127 980)	(3 000)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(59 034)	(112 875)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 737 234)	(1 924 742)



18. Résultat financier

Libellé	2025	2024
Dividendes des autres participations	21 402	29 963
Produits sur créances et VMP	71 815	78 626
Produits nets sur cession de VMP		3
Autres produits financiers	832 691	837 582
Produits financiers	925 908	946 173
Charges d'intérêts	(141 108)	(152 320)
Autres charges financières	(36 848)	(87)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(137 083)	(7 946)
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat financier)	(1)	(1)
Charges financières	(315 041)	(160 353)
Résultat financier	610 868	785 820

19. Résultat exceptionnel

Libellé	2025	2024
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		35 424
Produits de cession d'immo. corp.		2 583
Produits de cession de titres		29 150
Subv. invest. virées au résuit, de l'ex.		101 886
Produits exceptionnels		169 043
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		(369 454)
VNC des titres conso cédés		(9 147)
VNC des immo. corp. cédées		(2 668)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(46 000)
Charges exceptionnelles		(427 269)
Résultat exceptionnel		(258 226)

Le résultat exceptionnel est impacté par l'application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

20. Charges d'impôts

Libellé	2025	2024
Impôt sur les bénéfices	(38 850)	(70 559)
Crédit d'impôts	316 648	130 781
Charges d'impôts	277 798	60 222

Compte tenu de l'absence d'imposition différée, aucune preuve d'impôt n'est présentée.



Autres Informations

21. Effectifs

Les effectifs du groupe La Nouvelle République s'établissent, à la clôture de l'exercice, à 775 personnes.

Sont intégrés à ces données, les effectifs des sociétés consolidées par intégration globale et les effectifs des sociétés consolidées par intégration proportionnelle pour le pourcentage d'intérêt du groupe dans ces structures.

Les effectifs des sociétés mises en équivalence ne sont pas pris en compte dans ces données.

22. Engagements hors bilan

Libellé	2025	2024
Pensions et Retraites	5 398 028	5 962 523
Nantissement		
Effets escomptés non échus		
Créances cédés (affacturage)		
Contrats SWAP de taux sur emprunts		
Engagements donnés	5 398 028	5 962 523

Le groupe a souscrit en 2025 un contrat d'assurances couvrant partiellement ses engagements en matière de pensions et retraites. Le montant de la prime versée en 2025 s'élève à 200.000 euros. Cette prime a été constatée en cotisations sociales au sein du compte de résultat.

Les engagements en matière de pensions et retraites ont été évalués selon la méthode rétrospective, en appliquant un taux d'inflation de 2,0 % et un taux d'actualisation de 3,80 %. Le taux d'actualisation utilisé sur l'exercice dernier s'établissait à 3,30 %.

Le taux de charges sociales, calculé entité par entité, a été intégré à l'évaluation de ces engagements. Le turn-over est pris en compte en fonction des catégories professionnelles auxquelles se rattachent les salariés. Enfin, la probabilité de survie est prise en compte en fonction des tables de survie éditées par l'INSEE.

Les indemnités de départ en retraite versées au cours de l'exercice 2025 se sont élevées à 333 895 euros charges sociales comprises et concernent les sociétés NRCO, NR Communication et Presse Portage.

23. Dettes garanties par des sûretés réelles

Libellé	Dettes garanties	Montant des sûretés	Biens donnés en garantie
Autres emprunts de dettes financières	138 514	138 514	Privilège de prêteur de deniers sur l'immeuble sis 25 rue Diderot à Châteauroux
Dettes garanties	138 514	138 514	

24. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat se décompose comme suit :

- les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 115 900 euros,
- les honoraires comptabilisés au titre des prestations de services entrant dans les services autres que la certification des comptes : 3 900 euros.

25. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants se sont élevées pour l'ensemble du groupe à la somme de 467 667 euros.

Ces rémunérations intègrent la rémunération des membres du Directoire de la société La Nouvelle République du Centre-Ouest.